

CONCILIER LA NÉCESSITÉ D'UNE CANDIDATURE COMMUNISTE ET L'IMPÉRATIF D'UNION

Cette contribution s'appuie sur la proposition de texte du Conseil national et sur le texte « *se donner les moyens de gagner 2022* », qui présentent de trop graves similitudes pour être traités séparément :

- ils envisagent l'enjeu électoral immédiat (1) de manière statique, et ne peuvent donc pas proposer de solution satisfaisante vu le contexte ;
- ils accordent une importance trop importante aux élections (2) ;
- ils partagent une appréciation superficielle de l'extrême-droite (3).

1. Enjeu électoral immédiat

En 2022 auront lieu les élections nationales, présidentielle puis législatives : 4 tours en tout, mais dont les 2 premiers influent grandement sur la suite. D'où notre dilemme :

- **ne pas présenter de candidature à la présidentielle, c'est entériner notre disparition.** En effet, faute d'organe de propagande audiovisuel susceptible de toucher les masses (télé, radio, web) notre Parti est tributaire des médias bourgeois pour se rendre visible auprès du grand public. Dans ce cadre, la participation active à la présidentielle est incontournable ;
- **se maintenir, c'est potentiellement ruiner les chances de victoire d'un camp social.** Ce dernier ne nous a pas attendu pour être morcelé, mais ce n'est pas une raison pour en rajouter. Pour autant, nous n'avons aucune raison de nous effacer *a priori* devant le premier candidat à s'être déclaré, ni devant celui qui a obtenu de bons scores à des élections intermédiaires (européennes, etc).

• Proposition tactique (3 actions simultanées) :

- Faire campagne dès à présent pour nos idées autour d'une candidature communiste ;
- Travailler à un engagement de désistement avec les autres forces présentées comme sociales (LFI, EELV, G•s, NPA...) : selon la situation au premier trimestre 2022, tous les candidats s'engagent à se désister en faveur de la candidature la mieux placée afin de maximiser ses chances au premier tour ;
- Garantir cet engagement réciproque avec un accord national pour les élections législatives, portant sur les 577 circonscriptions sans exception.

Bien sûr, nous ne pouvons pas contraindre les autres forces à s'unir à nous, mais nous n'avons aucune raison de sacrifier notre organisation en cas d'échec d'une telle union. Nous ne pouvons donc attendre les résultats d'une telle négociation pour partir en campagne : il faut proposer notre candidature dès maintenant.

Aussi, si l'ensemble des forces sociales (nous compris, mais pas seulement) échouent à s'associer, la campagne menée autour de notre candidature se poursuivra jusqu'au bout.

En revanche, si nous (et nos partenaires) parvenons à une telle union pour les élections de 2022, il faudra entretenir cette stratégie nationale unique pour l'ensemble des élections du quinquennat.

Enfin, quel que soit le résultat de notre stratégie, il est particulièrement fragile de faire reposer notre succès sur la seule dimension électoral.

2. Surévaluation des élections et effacement du Parti

Le texte du CN établit clairement le lien entre notre participation à l'élection présidentielle et notre visibilité. Par conséquent, il préconise une candidature étiquetée PCF, non pour gagner (ce n'est jamais dit) mais pour porter nos idées (cette stratégie est également adoptée par LO et le NPA, avec les résultats que l'on sait). S'il est vrai que la participation à la principale élection du pays influe sur la visibilité, il ne faudrait pas expliquer notre effacement par la seule absence de candidature proprement communiste aux 2 dernières présidentielles.

D'autres facteurs entrent en jeu :

- absence d'instruments de propagande audiovisuel de masse (TV, radio, internet) ;
- absence d'ambition dans la prise de pouvoir au niveau national (pourquoi écouter un parti qui n'envisage pas sérieusement de diriger le pays ? Pourquoi lire un programme politique qui n'a pas vocation à être mis en œuvre par ceux-là même qui l'ont écrit?) ;

– absence de ligne. **Faute d'être lisibles, nous ne pouvons être visibles.**

Au niveau électoral, nos stratégies d'alliance se décident au niveau local et au cas par cas : c'est peut-être efficace pour remporter quelques scrutins (et encore) mais ça n'aide pas à discerner une ligne claire. Peut-on continuer à se compromettre avec le PS façon gauche plurielle ? Allons-nous plutôt avec LFI façon Front de gauche ? Décidons-nous de tenter l'aventure en solitaire ?

Dans tout ce désordre, se dégage une constante : notre obsession à nous placer dans la normalité républicaine tout en présentant l'extrême-droite comme étrangère à celle-ci, c'est-à-dire à nous associer à un système qui agit désormais comme un repoussoir et, par effet de miroir, à rendre désirable tout ce qui s'en distingue.

Intégrer la normalité républicaine implique un rejet de la radicalité, une préoccupation à se montrer modérés, responsables, constructifs. Or non seulement cette attitude ne nous rend pas plus acceptables pour les bourgeois, mais elle nous rend insipides pour les prolétaires. Au contraire, nous devrions assumer le caractère révolutionnaire de notre ambition à travers un programme se présentant, non comme un seul amoindrissement des conditions d'exploitation actuelles, mais comme une trajectoire jalonnée vers l'avènement d'un système libéré des dominations (censitaire, patriarcale, raciale).

Cela signifie qu'il faut cesser les appels désespérés au « Front républicain », slogan éculé de moins en moins capable de mobiliser. Cette propension à agiter la menace de l'extrême-droite et à réduire celle-ci au seul Rassemblement national, le présentant comme seule réelle menace au système, contribue à le rendre désirable en l'accréditant comme seule alternative crédible à un système de plus en plus contesté.

3. Appréciation de l'extrême-droite et de la situation globale

Les 2 textes évoquent le risque réel que l'extrême-droite s'empare du pouvoir. Pourtant, ce dernier quinquennat se caractérise par un pouvoir autoritaire, solitaire et anti-parlementaire (décisions prises en conseil de défense depuis plus d'un an), qui méprise la vérité, les faits scientifiques, menace les libertés journalistiques, syndicales, universitaires, qui exerce une politique violemment anti-sociale et raciste, où les appareils policier et judiciaire sont mobilisés pour réprimer l'opposition, où la police s'appuie sur les milices pour faire la chasse aux migrants... Certes, on peut penser que le Rassemblement national constituerait une version plus brutale de ce qui se pratique aujourd'hui : mais ce ne serait qu'une question d'intensité, et non de nature.

Cette focalisation sur le RN comme seule manifestation de l'extrême-droite empêche de voir l'essentiel : depuis 2002, ses idées et obsessions se sont progressivement imposées dans le débat public et sont appliquées par le pouvoir. Depuis Sarkozy (conseillé par l'ex-directeur de Minute), Hollande et la déchéance de nationalité, jusqu'aux lois Sécurité globale et Séparatisme en cours de discussion (à ce sujet, il ne faut pas manquer d'audace pour oser brandir la menace de l'extrême-droite et s'abstenir de voter contre une loi raciste).

Enfin, il faut manquer cruellement de discernement pour considérer le « Front populaire » comme un moyen de se prémunir contre l'extrême-droite : il suffit de se rappeler que 1936 précède de peu 1939 pour réaliser l'inanité d'un tel remède (les Espagnols, Chiliens ou plus récemment les Brésiliens pourront confirmer).

Question finale

Malgré tout ce qui précède, on peut être tenté (pour diverses raisons) de désigner le RN comme seule manifestation de l'extrême-droite et comme hors du champ républicain. Dans ce cas, à mesure que grandit la possibilité d'une victoire électorale du RN, on devrait se poser la question de notre attitude vis-à-vis de la légalité républicaine.

Dit autrement, si le RN accède légalement au pouvoir alors même qu'on a passé les dernières décennies à expliquer que ce Parti était incompatible avec la République, que ferons-nous ?

Geoffrey Deldon, Section de Lyon